

QUIMPER, le 09/06/2023

Service Environnement

2 rue Kerivoal

29334 QUIMPER

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS KERGONCILY

Kergoncily

29550 Plonévez-Porzay

Références : AP n°25-2019AE du 18/05/2015

- et AM du 27/12/2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
- et AM du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

Code AIOT : 0052902347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement SAS KERGONCILY implanté Kergoncily 29550 Plonévez-Porzay. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un signalement de pollution organique du ruisseau du Laptic a été réalisé par l'EPAB auprès de la DDPP. Les agents de l'EPAB, dans le cadre d'une surveillance de pollution, ont remonté le cours d'eau et constaté une dégradation importante et visible du milieu au niveau des exutoires des conduites d'eaux pluviales rejetant dans le Laptic.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KERGONCILY
- Kergoncily 29550 Plonévez-Porzay
- Code AIOT : 0052902347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS de Kergoncily est un élevage porcin composé de 330 reproducteurs, 1600 porcelets en post-sevrage, 2988 porcs en engraissement, avec une fabrique d'aliment et une installation de méthanisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle de l'état du ruisseau et prélèvements pour analyses
- Gestion des eaux pluviales et de ruissellement, recherche de fuites d'effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Prescriptions complémentaires	2 mois
14	Pollutions diffuses	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-9	/	Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-9	/	Sans objet
6	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-1	/	Sans objet
8	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-6	/	Sans objet
9	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-15	/	Sans objet
10	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-I	/	Sans objet
11	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1-2	/	Sans objet
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1-5	/	Sans objet
7	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-2	/	Sans objet
12	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de préserver la qualité du cours d'eau Le Lopic, situé à 35 m en aval des installations, des mesures complémentaires doivent être prises : nettoyage des poussières d'aliments sur les aires de passage des tracteurs ou collecte et traitement des eaux souillées, séparation des eaux pluviales non souillées, récupération des jus des silos d'intrants en méthanisation, suivi de la qualité de l'eau du ruisseau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Collecte et stockage des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées
Constats : Absence de fuite d'effluent d'élevage constatée au cours de la visite. Des prélèvements d'eau ont été réalisés sur deux conduites débouchant dans le Laptic : une conduite des eaux de drainage de la lagune neuve et une conduite d'eaux pluviales et de drainage de fosses. Les analyses n'ont révélé aucune pollution en entérocoques et coliformes, excluant l'origine d'effluent d'élevage de la pollution. L'exutoire de la canalisation des fosses de lisier n'était pas accessible. Cependant, dès l'exutoire de la canalisation de rejet d'eaux pluviales situé le plus en amont de l'exploitation, la modification du substrat du ruisseau est visible : les pierres sont visqueuses, le fond du ruisseau est colmaté, les végétaux qui poussent dans l'eau sont recouverts de franges bactériennes qui révèlent un apport de nutriments. Ces nutriments, étant véhiculés par l'eau pluviale, proviennent vraisemblablement de l'entraînement des poussières d'aliment lors du ruissellement des pluies sur les aires de travail bitumées de l'élevage, au travers des avaloirs qui connectent la surface aux canalisations d'évacuation des eaux pluviales. Avis de l'inspection : Afin d'assurer la protection des eaux de surface et la lutte contre la pollution en application de l'article L.211-1 du code de l'environnement, l'Inspection prévoit de proposer à la signature de Monsieur le Préfet une prescription complémentaire visant à faire cesser le déversement d'eaux chargées en nutriments dans le Laptic et imposant un suivi de la qualité du cours d'eau en contrebas de l'exploitation jusqu'au retour à la normale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1-2
Thème(s) : Élevage, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : Une mise à jour des conditions d'exploitation de l'élevage et de l'installation de méthanisation est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1-5
Thème(s) : Élevage, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Un rapport d'incident a été transmis par l'exploitant le 30 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-9
Thème(s) : Élevage, Rétention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
Constats : Absence de seuil à l'entrée du hangar de compostage, qui abrite également la centrifugeuse. Le seuil du hangar n'étant pas surélevé, l'eau de pluie est susceptible de rentrer sous le hangar en cas de forte pluie. Par ailleurs, en cas de fuite accidentelle sur le circuit des effluents liquides, ceux-ci se répandraient à l'extérieur et dans le réseau d'eaux pluviales. Demande de l'inspection : Installer un seuil à l'entrée du hangar de compostage, de manière à éviter les entrées d'eau pluviale et de créer une rétention en cas de déversement accidentel. Délai de réalisation : 31/08/2023
Observation: l'exploitant a fait part le 22/06/2023 du calendrier de réalisation des premiers travaux, en réponse au rapport d'inspection; l'exploitant demande un report au 30/09/2023 pour la mise en place du seuil à l'entrée du hangar. Avis favorable de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-1
Thème(s) : Élevage, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au 1er juillet 2021 uniquement pour l'implantation de nouveaux équipements Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>— 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Au 1er juillet 2022 : Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu</p> <p>Au 1er juillet 2022 : Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.</p>
<p>Constats : L'installation étant existante au 01/07/2021, l'exploitant doit analyser annuellement l'eau de drainage issue des drains sous le digesteur M4 et la fosse à digestat M5 sur les paramètres : MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total. Au jour du contrôle, l'exutoire est sec, ne rendant pas possible un prélèvement ; l'intérieur de la canalisation est exempt de dépôts gluants révélateurs de développements de micro-organismes.</p> <p>De plus, en absence de double membrane sur la lagune de digestat, la vérification de l'étanchéité de la géomembrane est à réaliser au moins annuellement. L'analyse réalisée sur le prélèvement effectué au niveau de l'exutoire au cours de la visite d'inspection présente une absence de contamination fécale (présence non détectable d'entérocoques et de coliformes).</p> <p>Demande de l'inspection : transmettre à l'inspection les résultats de l'analyse réalisée en 2023 à l'exutoire des ouvrages de méthanisation.</p> <p>Délai de transmission : 31/08/2023</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-2
Thème(s) : Élevage, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2022 : Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Un système de trop-plein et de surverse a été mis en place entre le digesteur et les fosses M4 et M5 (fosses à digestat). Le digesteur est surmonté d'une dalle en béton, rendant impossible les débordements au niveau de l'installation de méthanisation..
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-6
Thème(s) : Élevage, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 2.10.3. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.
Constats : L'installation de méthanisation doit être associée à une rétention imperméable d'au moins 1040 m ³ (volume de la fosse à digestat M5). Or, la rétention actuelle est perméable. Demande de l'inspection : transmettre les travaux prévus et le calendrier de réalisation Délai de transmission : 31/08/2023
Observation: l'exploitant a fait part le 22/06/2023 du calendrier de réalisation des premiers travaux, en réponse au rapport d'inspection; l'exploitant demande un report au 30/09/2023 pour la transmission du programme des travaux, en absence de contacts avec les entreprises pendant les périodes de vacances. Avis favorable de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-15
Thème(s) : Élevage, Stockage du digestat
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant au moins quatre mois ou pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible. Cette disposition n'est pas applicable si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>Au 1er juillet 2023 : Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p>
<p>Constats : Le digestat centrifugé et traité est stocké dans la lagune récente : le prélèvement d'eau de drainage réalisé au moment de la visite ne révèle aucune fuite d'effluent.</p> <p>Le compostage et le stockage du compost se déroule dans un hangar couvert équipé d'une dalle bétonnée étanche.</p> <p>Les fosses de stockage du digestat M4 et M5 et la lagune de stockage de la fraction liquide du digestat ne sont pas couvertes et le digestat n'a pas subi un traitement de plus de 80 jours : l'exploitant doit mettre son installation aux normes en couvrant les fosses à digestat.</p> <p>Demande de l'inspection : déterminer les travaux de mise aux normes et présenter un calendrier de réalisation des travaux.</p> <p>Délai de transmission : 31/08/2023</p>
<p>Observation: l'exploitant a fait part le 22/06/2023 du calendrier de réalisation des premiers travaux, en réponse au rapport d'inspection; l'exploitant demande un report au 30/09/2023 pour la transmission du programme des travaux, en absence de contacts avec les entreprises pendant les périodes de vacances.</p> <p>Avis favorable de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-I
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2022 : (tous) L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>
<p>Constats : Le bassin réalisé par talutage en contrebas des installations, en bordure du Laptic, conformément à l'article 2.3.3 de l'AP d'autorisation du 18/05/2015, ne présente pas une imperméabilité suffisante pour retenir les effluents en cas de déversement accidentel ou les eaux d'extinctions en cas d'incendie. Le bassin infiltre rapidement les eaux pluviales. De plus, la présence de ragondins est visible ; or ces rongeurs sont susceptibles de creuser des galeries qui permettent une infiltration directe de l'eau vers le ruisseau.</p> <p>Demande de l'inspection : transmettre à l'inspection un descriptif des travaux qui seront réalisés pour étanchéifier la zone de rétention et un calendrier de réalisation.</p> <p>Délai de transmission : 31/08/2023</p>
<p>Observation: l'exploitant a fait part le 22/06/2023 du calendrier de réalisation des premiers travaux, en réponse au rapport d'inspection; l'exploitant demande un report au 30/09/2023 pour la transmission du programme des travaux, en absence de contacts avec les entreprises pendant les périodes de vacances. Avis favorable de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-II
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au 1er juillet 2023 : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p>
<p>Constats : Absence de séparation des réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux de ruissellement sur les zones de circulation, de chargement et déchargement des intrants, ainsi que des jus issus du silo d'intrants.</p> <p>Un système de collecte des eaux souillées avait été mis en place, mais l'exploitant l'a supprimé car il n'était pas efficient ; l'exploitant prévoyait de le remplacer. La sensibilité du milieu ne permet pas de rejet direct d'eaux non traitées au cours d'eau (BVAV, plage).</p> <p>Au 1er Juillet 2023 : vous devrez avoir séparé la circulation des eaux pluviales non souillées qui pourront être rejetées sans traitement et installé un système de récupération des eaux de ruissellement sur les aires de travail, avec un traitement postérieur (par exemple en épandage).</p> <p>Demande de l'inspection : présenter le mode de réalisation de la mise en conformité de l'isolement des eaux pluviales propres et de la collecte et du traitement des eaux souillées et le calendrier de réalisation avant le 01/07/2023</p>
<p>Observation: l'exploitant a fait part le 22/06/2023 du plan de collecte des eaux de ruissellement au niveau de la méthanisation, en réponse au rapport d'inspection et informe l'inspection que la mise en place du caniveau est en cours.</p> <p>Demande de l'inspection : transmettre les photographies des travaux réalisés avant le 30/09/2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-III
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2023 : les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.
Constats : L'exploitant doit prévoir un mode de blocage des canalisations d'évacuation des eaux pluviales en cas de pollution des eaux (incendie, déversement d'effluent ou de produit toxique pour l'environnement), prévoir une procédure et en informer toute personne intervenant sur le site, pour le 1er juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Pollutions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-9
Thème(s) : Élevage, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 susceptibles d'être émis par l'installation est effectuée sur les effluents rejetés, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Le débit est également mesuré, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m ³ /j.
Constats : L'exploitation n'est pas admise à rejeter de la pollution dans le ruisseau du Laptic. Afin d'adapter la conformité de l'exploitation à la sensibilité du milieu (bassin algues vertes de la baie de Douarnenez et plage en aval), la prescription générale doit être renforcée.
Adaptation de la prescription : l'exploitant exercera une surveillance de la qualité de l'eau à chaque exutoire de rejet dans le Laptic par des analyses d'eau, ainsi que de l'évolution de l'état physique du lit du ruisseau. Une prescription complémentaire est proposée à la signature de Monsieur le Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois